

Police de l'eau : Les acteurs en quête d'un mécanisme de coordination

MALI

753

www.malikile.com

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 18 DÉCEMBRE 2020

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Mahmoud Dicko

Quand le traître se dévoile et se trahit



« La COVID-19 et nous » : Extraits de la Tribune de l'ancien Premier Ministre Modibo SIDIBE

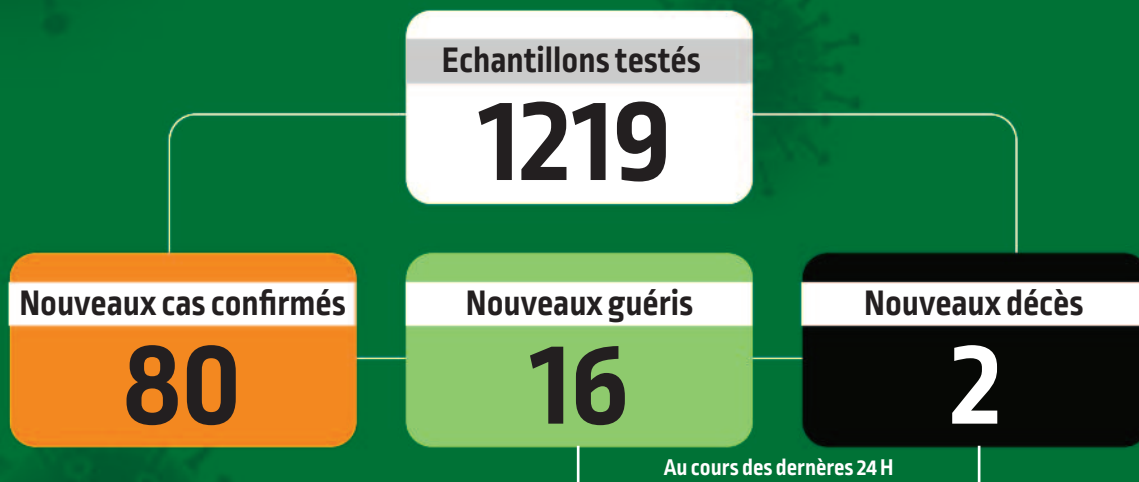


Cellule d'Appui au Processus Électoral de la Transition : Le ministre rame à contre-courant

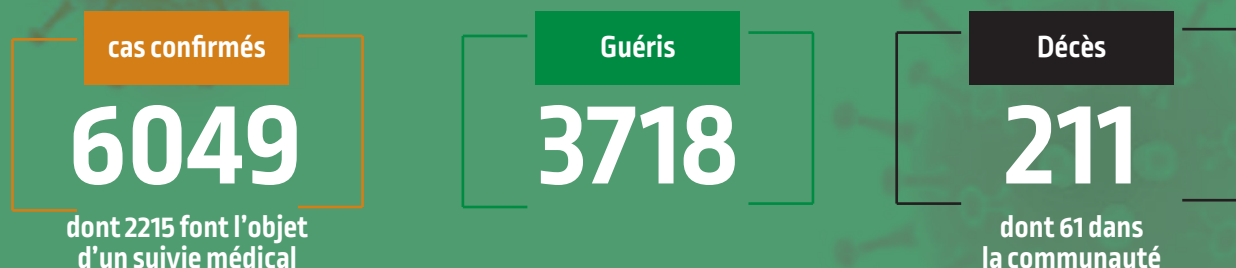
COVID 19

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au Mercredi 16 décembre 2020



Bilan global de la situation du Covid 19



RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respecter



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Une	Mahmoud Dicko : Quand le traître se dévoile et se trahit	P.4
Brèves	Éducation arabo-islamique au sahel : Un secteur peu connu !	P.12
	Mali : Le Conseil des ministres adopte le projet d'ordonnance portant loi des Finances 2021	P.12
	Grève de cinq jours de l'UNTM : Un embargo qui ne dit pas son nom !	P.13
	Mali : Des cartons de machettes saisis avec des stupéfiants et médicaments d'une valeur de 300 millions	P.13
	Escroquerie et abus de confiance : L'ancien directeur régional des domaines de Kayes recherché	P.14
	Assassinat de Boubacar Coulibaly au marché de Sébénikoro : Le coupable arrêté par le 9ème Arrondissement !	P.14
	Lutte contre la COVID-19 : La MINUSMA appuie la gendarmerie nationale	P.14
Actualité	Audience publique de la CVJR : Des victimes reviennent sur des scènes d'horreur	P.17
	Rapport alarmant de PCQVP sur la situation des hôpitaux face à la covid-19 : "les plateaux techniques de nos hôpitaux ne sont pas à hauteur des risques de la pandémie", dixit Abdoul Wahab Diakité	P.18
	Police de l'eau : Les acteurs en quête d'un mécanisme de coordination	P.20
Politique	Cellule d'Appui au Processus Électoral de la Transition : Le ministre rame à contre-courant	P.21
	Transition : Ce que veulent réellement les militaires	P.22
	Ébullition du front social : Changement oui, mais vérité d'abord	P.24
	« La COVID-19 et nous » : Extraits de la Tribune de l'ancien Premier Ministre MODIBO SIDIBE	P.25
Culture & société	2ème édition de photo inter-biennale : C'est du 1er décembre 2020 au 15 janvier 2021 !	P.28
International	Cellou Dalein accuse : « Nous faisons désormais face à un véritable terrorisme d'Etat instauré par Alpha Condé »	P.29
	États-Unis : Deux soignants développent de graves réactions au vaccin anti-COVID	P.30
	En Chine : La page du Covid-19 semble d'ores et déjà tournée	P.31
Sport	Football : Zidane proclame Karim Benzema meilleur attaquant de l'histoire du football français !	P.32



Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte



Mahmoud Dicko : Quand le traître se dévoile et se trahit

Dans un accès de populisme dont il dé-tient le secret, Mahmoud Dicko prend le parti de discréditer toute la classe politique pour, in fine, s'autoproclamer sauveur de la nation. Et sans avoir l'air d'y toucher, il tente aussi, maladroitement, de saborder la grève de l'UNTM en cours. Avec comme objectif de faire un clin d'œil à ses nouveaux alliés de circonstance toujours nichés à Kati, de délimiter son territoire et de se positionner ou mettre en orbite son candidat pour les futures échéances électorales. Il s'est exprimé au cours d'une rencontre rapportée dans une vidéo qui fait le tour des réseaux sociaux.

Décryptage.

Le Messi de la mosquée commence son intervention par de fausses confidences sur la grève générale illimitée décrétée juste avant la chute du régime de Moussa Traoré en 1991 « Des membres de l'UNTM, au cours de cette

grève, m'ont dit « **Ne vous fatiguez pas, même si vous parvenez à nous donner 100% de nos revendications cela ne nous arrêtera pas. On veut faire tomber ce pouvoir.** » Moi, Dicko, j'étais dans les secrets et celui qui m'a dit cela est toujours vivant : c'est Alou Badra Sankaré avec son collègue Boissé Traoré qui lui, n'est plus. Le jour de la chute

d'ATT il était son directeur de cabinet et c'est lui qui m'a dit que même si on donne 1 million à chacun des travailleurs du Mali on fera tomber Moussa. Ce jour-là j'ai su garder ce secret car si j'avais parlé le 26 mars n'aurait pas été. » Et poursuit-il « **C'est ce qui me pousse à parler afin d'alerter les populations pour qu'elles comprennent que si on continue sur cette voie le pays va sombrer. C'est aussi simple que ça. C'est ce qui je dis aux gens dans toutes les interviews que je fais, et c'est cela l'objectif.** »

Voilà donc Mahmoud Dicko suggérer que la grève de l'UNTM a pour but de faire tomber le régime de transition auquel son sort personnel est désormais intimement lié. Mais sait-il qu'il avoue aussi qu'il était parmi « les com-



ploteurs » du 26 mars par son silence complice car, dit-il, « **si j'avais parlé le 26 mars n'aurait pas été.** »

Mais peut lui importe, l'essentiel étant pour lui aujourd'hui de donner des gages de loyauté (provisoire ?) à ses nouveaux maîtres en se démarquant de la grève.

D'ailleurs le problème, selon lui, « **n'est ni un problème de transition ni un problème d'élection. Si la transition pouvait gérer notre cas, sachez que nous en avons déjà fait deux et si c'était aussi l'élection, notre dernière élection était la meilleure je pense. Pourtant les problèmes n'ont pas été résolus. Le problème du Mali n'est ni un problème de transition ni un problème d'élection.** »

Voici donc la Transition exonérée de ses errements présents et à venir et IBK considéré comme le président le mieux élu du Mali. Sacré Mahmoud !

Sait-il également qu'il donne raison à tous ceux qui disent que Issa Kaou N'Djim n'est que « **la voix de son maître** » en reprenant en des termes mieux choisis les propos que celui-ci tient sur l'UNTM et sur la transition en cours?

Se considérant « **plutôt acteur** » de la chose politique au Mali, il s'estime donc autorisé à donner son point de vue même si dit-il, on peut



« **me qualifier comme vous voulez et nous critiquer jusqu'à dire que nous sommes des faux leaders religieux.** » Pour lui « **Il y'a une crise de confiance dans ce pays. Ceux qui restent ce sont les leaders religieux, à qui les gens font recours. Maintenant leur objectif est de nuire à notre image aussi en nous traitant des faux religieux et en nous mettant en conflit avec les jeunes. C'est à dire qu'ils veulent opposer la jeunesse aux leaders religieux**

pour en finir avec le Mali. Il est temps que le peuple, que les maliens prennent conscience et qu'ils comprennent que c'est de cela qu'il s'agit. Ils ont fini avec nos politiciens sans idéaux au point qu'une crise de confiance s'est instaurée. Le seul groupe qui a été épargné est celui des leaders religieux. Et maintenant ils veulent opposer les jeunes qui ignorent beaucoup de choses mais qui sont de bonne foi aux religieux. Ce serait fini du





Mali si cela arrive. Ils se trompent, car ni la jeunesse ni nous religieux nous tomberons dans leur piège. S'il plait à Dieu. Mais il faut nécessairement qu'il soit su et compris, vraiment, il y a des choses peut-être que je ne dois pas le dire, car on va dire que je suis un faux religieux, mais il faut que je le dise. »

Faux religieux ? Le mot est lâché même si Mahmoud Dicko n'imagine pas l'opinion des maliens sur lui. Car pour la majorité de notre peuple, il n'est pas seulement un faux religieux. Pire il est considéré comme un faux musulman si tant est qu'il puisse revendiquer, au regard des enseignements de Dieu et de Son Prophète Mohamed, l'appartenance à cette religion.

Mahmoud Dicko a permis aux maliens de faire une claire différence entre un leader d'association politico religieuse et leader religieux. Car les vrais leaders religieux ne souillent pas les mosquées en les transformant en QG pour des candidats aux élections. Un vrai leader ne trahit pas et ne monnaie pas la vie de ceux qui ont donné leur sang pour lui.

Quant à la défiance, voire l'opposition des jeunes aux faux leaders religieux, Mahmoud Dicko lui-même s'en est brillamment chargé en les lâchant après s'en être servi comme échelle pour atteindre ses objectifs ou comme chair à canon pour « faire tomber un régime ». Ou sont donc aujourd'hui Moussa Boubacar Bah de Sabati 2012 qui aurait donné sa vie en échange de celle du faux imam ? Ou est Aboubacar Yacoub Doucouré cheville ouvrière du meeting au stade du 26 mars ? Quel sort a-t-il réservé à Alou Badara Dembélé et Laya Amadou Guindo qui ont mis sur les fonts baptismaux Badenya Ton pour l'ascension politique de Messi de la mosquée.

Mahmoud Dicko ignore-t-il que les autres re-

ligieux n'ont désormais que mépris pour lui ? Est-il nécessaire de lui rappeler les propos tenus sur lui par Ousmane Madani Haidara la nuit du Maouloud 2020 au stade du 26 mars ? Peut-il aujourd'hui aller à Nioro chez « Chourafou Chourafa » après avoir magouillé pour placer ses hommes au cœur de la Transition en ignorant superbement celui-ci ?

Mahmoud Dicko fait donc un mauvais procès aux hommes politiques en disant que : « **La politique de notre pays est bafouée car nos hommes politiques sont des hommes politiques, pas des hommes d'état. Les hommes d'État ce sont ceux qui posent des jalons pour l'avenir, des jalons pour les générations futures. Car, sauf à être un gourmand, on ne peut vouloir manger**

les fruits de tous les arbres que l'on plante dans la vie. Il faut accepter de penser aux générations suivantes. Telle a été la conduite des prophètes et des grandes personnalités dans ce monde. Mais celui qui ne pense qu'à lui-même est malheureusement un homme politique et non un homme d'État. »

Le psychanalyste, en écoutant Mahmoud Dicko parler ainsi dira sans doute qu'il se regarde dans un miroir. Avec la circonstance aggravante que lui, ne cherche même pas à planter un arbre. Il travaille à la journée et tend la main pour son salaire dès le crépuscule.

Alors que faire pour le Mali ? Mahmoud Dicko a bien sûr la solution, même la panacée : il faut « **juste un manque de courage politique. Il faut juste s'asseoir et analyser les problèmes afin de trouver une solution pérenne mais personne n'est prêt pour cela. Chacun essaye de gérer ses propres besoins et de s'en aller. Il faut oser. »**

Et qui peut ainsi oser ?

Suivez mon regard et vous verrez qui ? Messi de la mosquée alias Mahmoud.

Dicko ? Ceci est une autre histoire.

■ Moctar Sow



L'ESSOR

Le ministre de la Communication et de l'Economie numérique, Dr Hamadoun Touré, a reçu en audience le Directeur Général de la RTI, Faus-seni Dembélé, en visite de travail au Mali sur invitation de son homologue, Salif Sanogo, Directeur Général de l'ORTM.



Le coronavirus frappe au sommet de la France. Le président français a été "diagnostiqué positif à la Covid-19", indique l'Elysée dans un communiqué. Ce diagnostic a été établi suite à un test RT-PCR réalisé dès l'apparition de premiers symptômes.



Jeune Afrique

Il y a dix ans jour pour jour, le vendeur ambulancier Mohamed Bouazizi s'immolait par le feu pour dénoncer la précarité et les brimades des autorités. Si son nom a longtemps rimé avec révolution, il évoque aujourd'hui des lendemains qui déchantent.



Deux jours après le vote négatif du Sénat, l'Assemblée nationale française a adopté définitivement la loi de restitution des biens promis

par le président Emmanuel Macron au Bénin et au Sénégal. Le bras de fer entre les deux chambres du Parlement français va cependant se poursuivre en 2021.



Apiè Sangala

La grève de l'UNTM prend fin demain vendredi à minuit.



Centre d'Assistance et de Promotion des Droits Humains
COMMUNIQUE DE PRESSE DU 17-12-2020 du #CapDH_MALI SUR LA #GREVE DE L'#UNTM

Le Centre d'assistance et de promotion des Droits Humains (CapDH) constate avec beaucoup d'inquiétude le mouvement de grève de l'Union Nationale des Travailleurs du Mali (UNTM) entamé le 18 novembre 2020 pour une durée de trois (03) jours et reconduit pour une période allant du #14_au_18_décembre_2020. Cet arrêt de travail de la centrale syndicale paralyse les activités de plusieurs services avec des impacts négatifs notamment sur l'administration générale, l'économie et les finances du pays.

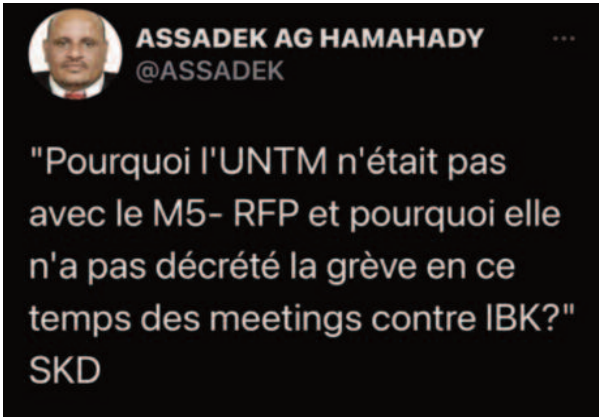
Le CapDH rappelle que si la grève est un droit constitutionnel reconnu aux travailleurs de la République du Mali, force est de reconnaître qu'elle intervient dans un contexte de transition marqué par une instabilité politique, institutionnelle, sécuritaire et sanitaire.

Face à cette situation préoccupante, le CapDH invite incessamment les autorités de la transition et l'UNTM à renouer sans délai le dialogue afin de parvenir rapidement à un accord soutenable et acceptable au grand bénéfice de la nation toute entière.

Par ailleurs, le CapDH rappelle que la période de la transition au Mali est propice à la conduite des réformes majeures pour asseoir les bases d'un Etat solide et prospère. Cela ne pourra se faire qu'avec l'effort et le sacrifice de toutes les forces vives de la nation.

Dans sa mission de promotion et de protection des droits humains, le CapDH suit de près l'évolution de la situation et invite les différents acteurs à s'engager en toute responsabilité pour un dénouement heureux.

Bamako, le 17 décembre 2020
Président du Conseil d'Administration
Mamadou CAMARA



En toutes choses, voyons d'abord le Mali. Ce pays a trop souffert de la faute de ses enfants.

Actus APEJ Gao

Former les réparateurs de motos

La coordination de l'APEJ Gao en partenariat avec le PNUD et l'ONG YAGTU, lance un programme de formation à l'endroit des jeunes réparateurs de moto de Gao.

Cette formation démarrera le vendredi 18 décembre 2020 à 9h au centre de formation CIMAGAO pour une durée de 7 jours.

Elle sera sanctionnée par une remise de kits et d'attestation. Cette phase test concernera quinze (15) jeunes.

Depuis 2015, l'APEJ finance l'installation des jeunes dans ce secteur à travers le projet d'extension et de modernisation de garages de réparation de motos (AREMOM) qui a profité à plusieurs centaines de jeunes non diplômés.

Jeunes, investissons pour votre emploi.



Média A



Ouverture des bureaux le samedi 19 décembre 2020. Un ouf de soulagement pour les déclarants et les commerçants dont les marchandises sont en souffrance



Radio Guintan



Le président de la transition SEM M'bah N'Daw est de retour à Bamako dans la matinée de ce jeudi, après une tournée à Abidjan, Conakry et Niamey. Il a été accueilli par le vice président de la transition colonel Assimi Goïta à son arrivé. A,C Guintan



ANSONGO : une marche pour protester contre les exactions et l'insécurité.

Devant les multiples abus quotidiens: vols à mains armées, braquages, viols collectifs, assassinats ciblés, enlèvements massifs de bétails, déplacement forcé des populations contre les paisibles populations du cercle déjà éprouvées par plusieurs années de crise,

l'isolement progressif du cercle dans l'indifférence totale et l'absence de réactions des forces de sécurité maliennes et des forces internationales (la Barkhane et la Minusma).

Inutile de rappeler que les attaques à mains armées sont quotidiennes dans un rayon de 6 à 15 km de la ville sans aucune réaction de l'état et cela depuis plus de 6 mois.

Pire certains malfaiteurs sont connus mais jamais inquiétés.

La libre circulation des personnes et leurs biens, est devenue un mirage pour un habitant du cercle, pas un jour sans son lot de désolation d'enlèvements, de braquages, de déplacements forcés, de vols ou d'assassinats. Aucune portion du cercle n'échappe à ce spectacle désolant.

Le comble c'est que malgré cette violence inouïe il n'y a pas de patrouille ni de jour ni de nuit, c'est à se demander si les populations ont droit à la protection de la part de leurs forces de l'ordre.

Ansongo est quasiment coupé de Labbézanga et de Gao en raison des braquages. Il est à noter que l'axe d'Ansongo demeure le principal acte d'approvisionnement de la région de Gao en raison de l'état désastreux de la route Gao-Sévaré.

Les communes de Bourra, Ouatagouna, Tessit, Tin-Hamma, Bara, Talataye et Ansongo vivent dans l'angoisse et la désolation. Nous lançons un cri d'alarme au gouvernement du Mali et à la communauté internationale pour la recherche de solution aux calvaires que nous vivons.

Que de réunions sécuritaires, que de rencontres intercommunautaires sans suite.

Nous avons décidé à travers cette marche d'interpeller la hiérarchie militaire locale, régionale et nationale à prendre toutes leurs responsabilités pour reprendre en main la si.



Le vice président de la transition fait escale à Mourdia et à Kwala au retour de Nara .Il exhorte les hommes à plus de vigilance et de cohésion.

A,C Guintan



RFI Afrique



C'est la fin des cotisations payées jusque-là aux Comités de gestion des établissements scolaires (COGES) par les parents d'élèves. Ce lundi 14 décembre lors de sa prestation de serment, Alasane Ouattara a fait une annonce qui n'est pas passée inaperçue. Le président ivoirien a déclaré qu'à compter de janvier, l'État et les collectivités locales, prendraient en charge les frais COGES. Des frais en augmentation chaque année et dont l'utilisation aura été dévoyée récemment.



Ouverture Média - OM



OM TV : #NECROLOGIE

L'artiste Hamet soubounou viens de rendre l'âme a la clinique paster de Bamako

Que son âme repose en paix

#OM #TD



Ibou SY



Gouvernement-UNTM: ces temps ci il y'a beaucoup de polémiques mais à mon avis ces deux partenaires finiront obligatoirement par se comprendre. J'ai bien dit obligatoirement !

Modibo Fakoli Doumbia

Mille merci à Madame le Ministre de la Culture du Mali pour sa présence honorable à l'ouverture de la cinquième édition de MAÛYA SIRA. La grandeur d'un individu commence chez soi! Ko in'i tié! KO i n'i yêrêdôn!



PINAL

Douentza

Un homme de nom Issa Samba, enlevé avant-hier avec son troupeau a été retrouvé mort (décapité), ce matin dans un coin de la ville de Douentza et ses animaux emportés.

Paix à son âme

Pina



Bouba Fané

Nous invitons les autorités du Mali à mettre en confiance, Youssouf Toloba et l'ensemble du Pays Dogon.



Moctar OUAANE

#Gouv/UNTM

J'ai entamé depuis le 9 déc. des discussions avec l'UNTM sur leurs revendications. J'estime que nous étions sur la bonne voie avec de grandes avancées et déplore cette suspension des négociations. J'espère vivement que les discussions reprennent.



SY Ousmane

Au moment où les maliens devraient s'unir autour d'un pays malade, certains retrouvent leurs jeux favoris de divisions et d'invectives dont personne ne sortira gagnant. L'écoute réciproque dans l'humilité pour construire ensemble est la voie pour gagner la paix et la stabilité



Ammy Baba Cissé

"Ceux qui pensent que le M5 est mort l'apprendront à leur dépens" Choguel Kokalla Maiga



"Le M5 va passer à l'action dans les prochaines semaines." Choguel Kokalla

"Ceux qui parlent de la mort du M5 mais continuent à en parler." Choguel Kokalla

"Les autorités de la transition iront dans l'impasse si elles continuent à gérer de cette façon." Choguel Kokalla

"Beaucoup de militants RPM ne pouvaient pas parler parce qu'ils étaient impliqués dans la mauvaise gestion." Choguel Kokalla

"Il ne faut pas insulter le passé, il ne faut pas insulter l'avenir." Choguel Kokalla

"Dicko a décidé qu'il retourne dans sa mosquée. Nos relations ne sont pas comme avant." Choguel Kokalla

"L'imam Dicko nous avait dit qu'il n'était pas pour qu'on fasse tomber l'BK. Nous, ce n'était pas notre opinion." Choguel Kokalla

"L'imam Mahamoud Dicko ne siège pas au M5. Lorsque nous prenons des décisions, nous l'informons." Choguel

"Les partenaires naturels du M5, ceux qui ont dit qu'ils étaient venus parachever le travail, ont renié leur engagement." Choguel Kokalla

"Le M5 a des convictions qui n'ont pas changé." Choguel Kokalla

"J'ai décidé de ne pas répondre à tous ceux qui sont en train de porter des accusations contre moi." Choguel

"Je suis convaincu que tout ce que l'UNTM demande, elle ne peut pas l'obtenir." Choguel Kokalla

"Ce sont les ignares triomphants qui pensent que nous n'avons rien prévu après le départ d'lBK" Choguel Kokalla

"Je pense qu'on doit avoir de l'indulgence pour les autorités de la transition par rapport à la gestion de la covid19." Choguel

"C'est un groupe de militaires qui ont choisi un Président, un PM, un gouvernement et des députés." Choguel

"Vous ne trouverez jamais dans mes déclarations que je soutiens aveuglément des syndicats." Choguel

"Nous sommes dans une oligarchie avec un groupe de militaires qui décident de tout."
Choguel Kokalla

Malick Konate

Tchiè ORTM respecte scrupuleusement les consignes de l'UNTM hein . 4mn de JT Patissakana



La réaction de certains internautes me rappelle de l'élection d'IBK en 2013. Tu ne pouvais pas dire quelque chose de mauvaise sur la gestion de mon Boua Choco... sinon, ils t'insultaient partout... Ils font la même chose avec l'équipe de la transition. Je ris soloma. On ne t'a pas informé au moment de l'achat de téléphone ni du forfait... tu veux qu'on agisse comme tu veux...

Bon en attendant, je vais faire un tour à la pâtisserie M5 et on se reprend après.
#AnbeNyongonNaa



Le Président de la transition n'a pas compris jusqu'à présent qu'il y'a urgence et que nous n'avons pas besoin de tous ces brouhahas... accueilli par-là, accueilli par-ci. #AnbeNyongonNaa



Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 44 22 23 / Email :
ampikile@gmail.com
Site : www.malikile.com

malikile.com

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! "



Éducation arabo-islamique au sahel : Un secteur peu connu !



Le représentant du recteur de l'Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako (USJPB), Omorou Diakaridia Touré a présidé les travaux de l'atelier national de restitution des résultats de l'étude portant sur l'éducation arabo-islamique au Sahel.

Au-delà de la simple présentation des résultats d'une telle étude, le présent atelier s'inscrit dans le cadre de consacrer l'union de l'enseignement et de la recherche à la vie réelle. Au cours des travaux, il s'agit d'échanger entre universités et d'autres structures partenaires notamment l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et le Centre d'Etude pour le Développement en Afrique (Ceda-Mali) dans le domaine du renforcement des capacités des participants dans le cadre de l'enseignement arabo-islamique au Mali.

A titre de rappel, le secteur de l'éducation a été affaibli par la destruction totale ou partielle des infrastructures, l'insuffisance des ressources humaines et le recul de la formation scolaire dans certaines zones.

Cette restitution intervient au moment où le département de tutelle vient de négocier et de focaliser l'attention sur les résultats de cette étude, a précisé, jeudi 17 décembre, le représentant du recteur de l'USJPB, Omorou Diakaridia Touré.

A cette occasion, le représentant de l'Institut de Recherche et du Développement (IRD), Laurent Vidal a souligné l'importance de la recherche sur l'éducation notamment ; en science sociale. Selon lui, il s'agit de témoigner la qualité du partenariat sur les sciences juridiques et Politiques. « Il y a une vraie problématique d'offre d'enseignement arabo-islamique », a-t-il précisé, avant de poursuivre que ce secteur est peu connu par les chercheurs scientifiques. Quant au Doyen de la Faculté des Sciences Administratives et Politiques (FSAP), il a affirmé que cet atelier vient à un bon moment car il coïncide avec la création d'un laboratoire de recherche appelé « Lagos ». Nous voulons faire de la recherche l'un des créneaux de notre faculté. Pour nous, c'est la recherche qui nourrit l'enseignement », a indiqué Cheick Hamala Touré.

Par ailleurs, ce projet a vu le jour grâce aux appuis techniques et financiers de l'Institut Recherche pour le Développement (IRD) et du Centre d'Etude pour le Développement en Afrique (Ceda-Mali).

Ibrahim Sanogo

Mali : Le Conseil des ministres adopte le projet d'ordonnance portant loi des Finances 2021



Le Conseil des Ministres s'est réuni en session ordinaire, le mercredi 16 décembre 2020, par visioconférence, sous la présidence de Monsieur Moctar OUANE, Premier ministre, Chef du Gouvernement. Un des faits marquants de cette rencontre a été l'adoption du projet d'ordonnance portant loi des Finances pour l'exercice 2021.

Les prévisions des recettes budgétaires s'élèvent à 2155 milliards 161 millions de F CFA contre 2145 milliards 627 millions de F CFA dans la loi rectificative 2020, soit une augmentation de 9 milliards 535 millions de F CFA, correspondant à un taux d'accroissement de 0,44%, imputable à la hausse prévisionnelle des recettes du budget général. Les prévisions des dépenses budgétaires pour l'exercice 2021 s'élèvent à 2808 milliards 88 millions de F CFA, contre 2864 milliards 976 millions de F CFA dans le budget rectifié 2020, soit une diminution de 56 milliards 888 millions de F CFA, équivalent à un taux de réduction de 1,99%.

Au titre des dépenses, l'accent sera mis, notamment sur la prise en charge des actions de la feuille de route de la Transition, le renforcement des moyens de défense et de sécurité, la lutte contre la COVID-19, l'amélioration des conditions de vie des populations, l'opérationnalisation des nouveaux services publics, le renforcement du système judiciaire, la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger.

Le projet de budget 2021 présente un déficit global de 652 milliards 927 millions de F CFA, contre 719 milliards 349 millions de F CFA dans le budget rectifié de 2020, soit une diminution de 9,23%. Le déficit sera financé par les ressources provenant des aides budgétaires extérieures et par la mobilisation de l'épargne. Le budget 2021, présenté en mode programme, prend en compte les objectifs du Programme appuyé par la Facilité Elargie de Crédit du Fonds Monétaire International et les cibles des critères de convergence de l'UEMOA et de la CEDEAO.

Source : journaldumali

WESTERN
UNION

WU

Grève de cinq jours de l'UNTM : Un embargo qui ne dit pas son nom !



Après 72 heures de grève sur 120 heures déclarées par l'Union Nationale des travailleurs du Mali (UNTM), les conséquences de ladite grève sur la vie socio-économique des maliens donnent l'impression que le Mali vit à nouveau un embargo de la CEDEAO. Les activités économiques tournent au ralenti. Les services administratifs et financiers sont paralysés. La pénurie d'argent commence à se faire sentir tant au niveau des guichets automatiques dans les différentes banques qu'au niveau de certaines agences de transfert d'argent.

Cette situation porte un coup dur aux populations aujourd'hui. Ce qui permet à certains de qualifier cette grève de l'UNTM d'un embargo sur le peuple malien qui ne dit pas son nom. Suite à l'arrêt de travail décidé par l'Union Nationale des Travailleurs du Mali (UNTM) pour une durée de cinq jours, allant du lundi 14 décembre au vendredi 18 décembre prochain, depuis hier mercredi, troisième jour de la grève, certains usagers des banques constatent une pénurie des liquidités au niveau des guichets automatiques mais aussi de celles des agences de transfert d'argent.

Cela explique que ce bras de fer entre l'UNTM et le gouvernement pourrait envenimer le climat social déjà en ébullition dans notre pays depuis quelques semaines si rien ne fait à temps. L'État doit tout faire pour faire revenir cette centrale syndicale à la table de négociations. Car, la situation ne ferait que fragiliser les autorités de la transition.

Une chose est certaine, la solution ne pourrait venir que du dialogue et de la négociation entre les parties. Donc, quelle que soit la position de l'UNTM, c'est aux autorités de la Transition de trouver la bonne formule. Cela est gage d'une transition apaisée et réussie. C'est pourquoi, ils sont nombreux aujourd'hui à réclamer une vraie assise nationale avec les forces vives de la nation.

Faut-il le rappeler, la grève des syndicats reste un droit constitutionnel. L'harmonisation des indices de salaire dans la fonction publique, des primes et des indemnités où encore le sort des travailleurs compressés (des salariés d'entreprises d'État nationalisées), l'emploi massif des jeunes sont entre autres des motifs de cette grève de l'UNTM.

Sur cette question sur RFI, le secrétaire général de l'UNTM, Yacouba Katilé a laissé entendre que la discussion du travail se fait au niveau de 3 piliers: les employeurs, l'État et les syndicats concernés. "Donc, on n'a pas besoin d'attendre une conférence sociale, d'ailleurs, ça fait combien d'années qu'on en parle, on en parle, c'est pour encore des

Mali : Des cartons de machettes saisis avec des stupéfiants et médicaments d'une valeur de 300 millions



Fraîchement nommé à la tête de l'un des Commissariats les plus bouillants du District de Bamako, le Commissaire Principal Sadio K TOMODA ne cesse de prouver sa perspicacité et sa farouche détermination à lutter contre la recrudescence de l'insécurité dans la ville des trois caïmans.

Après la réussite de l'opération épervier lancée à Bagadadji la fin du mois dernier, où 18 délinquants 15 motos et une quantité non négligeable de marijuana ont été saisis, cette détermination vient de s'illustrer une fois de plus par la saisie de plus de 200 briques d'og-kush, 77 briques de skinche et des cartons d'armes blanches.

Suite à l'exploitation d'une piste anonyme le 13 décembre 2020, deux équipes du 3ème Arrondissement se sont rendues dans une grande cour à Magnambougou Faso-Kanou. Elles ont surpris un véhicule de transport de personnes (car). Après vérification, il s'agissait nul doute de médicaments pharmaceutiques prohibés, de produits stupéfiants et de cartons d'armes blanches (machettes).

Sans désespérer, ledit véhicule d'immatriculation Ghanéenne AS 24 42 V avec son contenu ont été transportés au Commissariat. La valeur des produits stupéfiants saisis et des médicaments avoisine les trois cent millions de Francs CFA (300 000 000 F CFA).

Suite aux investigations menées, il s'agit d'un vaste réseau de trafic international de produits psychoactifs desservant plusieurs pays limitrophes du Mali, avec un représentant par État. Celui du Mali agrafé médite actuellement son sort dans les locaux du Commissariat du 3ème Arrondissement, en attendant la clôture de l'enquête et sa conduite devant le Parquet de la Commune II du District de Bamako. Bravo aux hommes du 3ème Arrondissement !

Source : Cellule de Communication de la Police Nationale

mois et peut-être des années encore, donc, nous ne pouvons pas attendre une conférence sociale pour ça", a-t-il déclaré.

Source : Le Soir De Bamako

Escroquerie et abus de confiance : L'ancien directeur régional des domaines de Kayes recherché



Après avoir passé une dizaine d'années en prison pour détournement de denier public, l'ancien directeur régional des domaines de Kayes et de Sikasso est dans le viseur de certaines personnes à qui il n'a pas honoré les engagements.

Alioune Badra Diallo, puisque c'est de lui qu'il s'agit a été démarché en son temps par M Dianguiné Cissé pour faire de sa concession un titre foncier. Des années ont passé et M Diallo n'a pu rien faire pour mettre M Cissé dans ses droits alors qu'il avait remis à M Diallo la somme de trois millions de FCFA comme frais de traitement de dossiers. Ne sachant pas à quel saint se vouer M Cissé a été obligé d'amener l'affaire devant les tribunaux. Un procès qu'il a gagné même si cela a coïncidé avec l'arrestation de Diallo pour détournement de denier public à hauteur de plusieurs millions.

A sa sortie de prison après quelques années, M Dianguiné Cissé ne s'est pas lassé pour réclamer ses dues. Mais malheureusement toutes ses démarches de rencontrer M Diallo sont restées vaines. Les différents cabinets d'huissiers ne sont pas arrivés à mettre la main sur lui afin de lui remettre la sommation. "il décroche les téléphones mais n'accepte jamais d'indiquer sa maison", nous confirme un cabinet d'huissier qui a mainte fois essayé de rentrer en contact avec lui."

Très en colère, et très décidé, la victime, M Cissé est prêt à donner une grosse récompense à celui ou celle qui arrivera à lui indiquer la maison de Diallo, qui selon lui peut être considéré comme un "escroc"

Source : La sirène

Lutte contre la COVID-19 : La MINUSMA appuie la gendarmerie nationale

Dans le cadre de la lutte contre la pandémie à coronavirus, la MINUSMA, avec le soutien du PNUD et du royaume des Pays-Bas, a remis, le mercredi 16 décembre 2020, un important lot de kits sanitaires destinés à la Gendarmerie Nationale. Cette donation, qui a eu lieu à la direction de la gendarmerie nationale, est composée, entre autres, de gels hydroalcooliques, de thermomètres à infrarouge, de kits lavage sans pédale. La valeur de ces matériels s'élève à plus de 12 millions de F CFA.

Selon l'adjointe au chef de police de la MINUSMA, le contrôleur général de police Maimouna Ouédraogo, ce geste solidaire vise à appuyer et à

Assassinat de Boubacar Coulibaly au marché de Sébénikoro : Le coupable arrêté par le 9ème Arrondissement !

Cette triste nouvelle avait défrayé la chronique sur la toile. Un jeune soudeur du nom de Boubacar Coulibaly a été assassiné le 6 décembre vers 21H au marché de Sébénikoro. Aussitôt informés de ce crime, sans perdre de temps le même jour, les hommes du commissaire principal Santigui Kamissoko ont reçu à mettre la main sur l'auteur de cet assassinat. Un certain A.K, déféré le mardi 8 décembre à la MCA.

En effet, A.K est un jeune apprenti chauffeur âgé de 19 ans et domicilié à Sébénikoro Secteur 7. Il a été intercepté par le commissariat du 9ème Arrondissement le dimanche 6 décembre après avoir donné la mort le même jour vers 21h à Boubacar Coulibaly, âgé de 19 ans, exerçant également au marché de Sébénikoro.

Pour rappel, la victime (Boubacar Coulibaly), a été attrapée et agressée par son bourreau avec une machette dans le but de lui déposséder de son téléphone. Finalement, il a trouvé la mort suites à ses blessures. Après les faits, les éléments de la BR du commissariat du 9ème arrondissement sous la conduite de lieutenant Somita Keïta, informés par cet assassinat, ont illico ouvert une enquête. Avec une promptitude sans égale, ils ont pu appréhender A.K et son complice le même jour soit le 6 décembre 2020. Fouillé sur place, l'assassin a été trouvé en possession du téléphone de la victime et du couteau ayant servi à l'accomplissement du crime. En outre, selon l'information recueillie au niveau du commissariat, le suspect et sa bande sont réputés pour des cas semblables d'agressions suivis de vol. En conséquence, le bandit apprenti chauffeur A.K est entre les quatre murs de la MCA depuis le mardi 8 décembre dernier. Bravo à la Police nationale !

Par Mariam SISSOKO
Source : Le Sursaut



protéger le personnel de la gendarmerie contre la Covid-19, en raison de leur interaction permanente avec les populations.

Le Directeur général de la gendarmerie nationale, le colonel major Sambou Minkoro Diakitè se dit très touché par ce geste venant surtout d'un partenaire stratégique : la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies au Mali. Selon le colonel major, ces matériels permettront de lutter plus efficacement contre ce fléau de Covid-19. Le DG gendarmerie rassure les partenaires que ces kits réceptionnés seront utilisés à bon escient pour le bien-être de tous.

Source : Forces Armées Maliennes



SAER GROUP C'EST:

**+ de 400
collaborateurs**

aux nationalités multiples, répartis au sein de
26 sociétés, qui oeuvrent tous au rayonnement
de la marque SAER.

SAER GROUP



OFFICE CENTRAL DE LUTTE
CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE

===000===

SECRETARIAT GENERAL *df.*

===000===

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

===000===

Bamako, le 11 décembre 2020



COMMUNIQUE DE L'OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE (OCLEI)

Le Président de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI) informe l'opinion nationale et internationale que le Conseil de l'OCLEI a décidé, le 10 décembre 2020, de transmettre au Procureur du Pôle économique et financier de Bamako deux dossiers de cas présumés d'enrichissement illicite concernant un ancien ministre et un ancien maire.

Le Président de l'OCLEI précise que d'autres dossiers sont en cours de traitement et feront l'objet de transmission à la justice.



Le Président,

Moumouni Guindo
Moumouni GUINDO
Chevalier de l'Ordre national

Audience publique de la CVJR : Des victimes reviennent sur des scènes d'horreur

La deuxième audience publique de la Commission vérité, justice et réconciliation (CVJR), organisée le 5 décembre au Centre international de conférence de Bamako (CICB), a donné la parole aux victimes de violations graves des droits de l'homme commises au Mali. L'évènement a vu surgir des scènes horribles de notre histoire.

L'histoire est intéressante, mais parfois douloureuse. L'histoire du Mali ne déroge hélas pas à la règle. En 60 ans, le Mali a connu cycliquement quatre rébellions marquées par des violences.

Si les précédentes rébellions (1963, 1991, 2006) n'ont pas connu une réponse holistique en termes de traitement des différents enjeux liés aux violences qui les ont accompagnées, celle de 2012 a conduit à l'amorce d'un processus de justice dite transitionnelle.

La justice transitionnelle est une réponse à une violation systématique ou massive des droits de l'homme dont l'une des finalités est de reconnaître les victimes tout en faisant avancer les objectifs de paix, de réconciliation et de démocratie.

Les mécanismes mis en place pour cette forme de justice sont nombreux au Mali. La Commission vérité, justice et réconciliation (CVJR) en constitue le principal. A l'œuvre depuis 2013, la CVJR poursuit son travail dans l'exécution de son mandat, qui devrait prendre fin en 2021. Elle a organisé deux audiences publiques.

« TRIBUNE D'EXPRESSION »

Les audiences publiques de la CVJR diffèrent de celles des juridictions. Plutôt que de juger, de désigner des coupables ou des responsables, elles constituent une tribune d'expression pour les victimes de graves violations des droits de l'homme. Afin que ces dernières puissent exprimer les souffrances qu'elles ont subies. En mettant les victimes au centre, l'approche de la justice transitionnelle vise à intégrer à la mémoire nationale les récits et le vécu des victimes. La pratique a une vertu curative et permet un dialogue autour des victimes, pour que les violences auxquelles ont été confrontées ne se reproduisent plus.

La deuxième audience publique s'est tenue le 5 décembre 2020. Des victimes ont été enten-



dues. Le récit de ce quinquagénaire, originaire du village de Bamba, dans le cercle de Koro, au centre du Mali, a suscité en moi des questionnements. L'homme a expliqué que le marché hebdomadaire de son village, où la seule échappatoire était le fleuve, a été quadrillé par des individus tirant à balles réelles sur la population civile et brûlant tout sur leur passage. Il a frôlé la noyade, et a perdu 14 membres de sa famille.

DES TÉMOIGNAGES EFFROYABLES

Dans le même registre dramatique, le film des massacres d'Ogossagou a été revisité par un autre vieil homme de 50 ans qui, après le rappel de la fraternité légendaire ayant toujours régné entre Peul et Dogon, a rapporté les horreurs de ce 23 mars 2019. « **Vers 5 heures du matin, notre village a été attaqué par des motocyclistes qui venaient de tous les coins de la rue (...) Ils se sont dirigés chez le chef du village qui a été égorgé avant de brûler les maisons. C'était horrible ! J'ai perdu ma femme et beaucoup d'autres membres de ma famille. J'ai fi-**

nalement décidé d'abandonner le village avec le reste de ma famille... »

Les témoignages de survivants de Sobane-Da nous plongent dans l'ecchymose de la brutalité humaine : « **Des individus armés sont venus dans notre village et ont commencé à tirer sur les gens. Les tirs ont continué jusqu'à minuit. Ils ont brûlé toutes les maisons et emporté tout notre bétail. (...) Nous avons dénombré 102 morts que nous avons enterrés dans deux fosses communes. J'ai personnellement perdu 14 membres de ma famille...** », se souvient douloureusement un témoin oculaire du drame.

Plus d'une dizaine de témoignages aussi accablants, et de toutes les époques, se sont succédés. Sidéré par l'ampleur des brutalités, la résilience des victimes pleines d'espoir pour la paix au Mali et leurs attentes, je me suis interrogé : pourquoi toutes ces horreurs ? Pensif à cet héritage non élogieux de notre pays, car il existe 19 000 récits de ce genre à la CVJR, je conclusais tristement que l'histoire du Mali n'est pas faite que d'enfants de cœur.

Source : Benbere

Rapport alarmant de PCQVP sur la situation des hôpitaux face à la covid-19 : “les plateaux techniques de nos hôpitaux ne sont pas à hauteur des risques de la pandémie”, dicit Abdoul Wahab Diakité

Dans l'objectif de restituer aux hommes des médias les résultats d'une enquête qu'elle a menée du 04 octobre au 23 novembre 2020, la coalition Malienne “publiez ce que Vous Payez” (PCQVP), a organisé hier mercredi 16 décembre 2020 à la Maison de la presse une conférence de presse. Elle a été animée par son président Abdoul Wahab Diakité, avec à ses côtés son secrétaire Général, Tiémoko Souleymane Sangaré, Mme Ly Fatoumata Coulibaly et Siaka Fofana, tous cadres de ladite Coalition, en présence de plusieurs autres invités.



Rappelant le contexte de l'élaboration d'un rapport d'une étude portant sur le diagnostic du niveau de soutien reçu par les centres de santé de Bamako et des collectivités abritant les sites miniers du Mali en matière d'appui de l'État et des partenaires du Mali pour faire face à la Covid-19, le Président de la coalition Publiez Ce Que Vous Payez a signalé que depuis mars 2020, le Mali a connu les premiers cas de Covid-19 dans un contexte de réduction drastique de la subvention aux organismes publics. "Aux hôpitaux est passé en 2018 de 5 458 333

000 de FCFA à 3 155 474 000 FCFA en 2019, soit une réduction de 2 302 859 000 FCFA, soit 58% de réduction. Conscient de cette situation, le gouvernement de la république du Mali a pris des mesures qui sont entre autres: la mobilisation de 6 milliards 300 millions de FCFA ; l'ouverture d'un compte spécial alimenté par les contributions de bonne volonté pour faire face à covid-19; la mise en œuvre du plan de riposte évalué à 500 milliards de FCFA, essentiellement consacré à l'amélioration du plateau technique des centres de santé, à la fourniture gratuite des vivres aux

plus démunis, des masques pour la population et gratuité des tranches sociales sur les factures d'eau et d'électricité durant deux (2) mois", a-t-il signalé.

"En plus de ces mesures, les partenaires techniques et financiers se sont mobilisés pour apporter un appui direct conséquent au gouvernement malien pour faire face à la gestion de la crise", a-t-il affirmé.

Abdoul Wahab Diakité a précisé que l'objectif de cette étude était de contribuer à la transparence de la gouvernance du fonds Covid-19 par l'évaluation de l'impact des mesures so-

ciales du gouvernement sur les structures de santé et des communautés abritant les sites miniers du Mali. Et d'ajouter que l'étude a concerné du 04 octobre au 23 novembre 2020 les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso et le district de Bamako.

Au regard des statistiques de ces derniers jours, les constats révèlent que le Mali est en plein pied de la seconde vague de propagation de la pandémie de COVID-19.

S'agissant des résultats de l'étude, il a indiqué que les données quantitatives ont été recueillies auprès de 100 personnels sanitaires et 50 individus au niveau des communes abritant les sites miniers. Ainsi, 68% du personnel sanitaire enquêté est insatisfait des conditions actuelles de travail au niveau des structures ; 76% des individus enquêtés dans les communautés ont reçu les kits d'hygiène et 84% ont reçu le masque de protection ; le niveau d'accès des communautés abritant les sites miniers aux mesures sociales du gouvernement est très insignifiant, car, elles ne sont pas dans les zones de concession de l'EDM et de la SOMAGEP.

Sur cette question, à la date du 30 octobre 2020, la loi de finances rectifiée 2020 qui s'élève 564 144 000 000 FCFA, et seulement

137 167 577 273 FCFA ont été crédités à Covid-19. Et le montant engagé s'élève à 69 901 026 368 FCFA avec 65 548 299 561 FCFA dépensés et le montant disponible est de 71 619 277 712 FCFA.

A la date du 30 novembre 2020, le crédit Covid-19 était de 137 395 335 712 FCFA dont 132 539 657 774 FCFA engagés pour une dépense de 129 985 332 577 FCFA, et le montant disponible est 7 410 003 135 FCFA, a expliqué M. Diakité.

Sur la situation du fonds COVID, l'Etat avait fait une prévision 15 500 000 000 de FCFA et n'a pu obtenir que 4 607 000 000 FCFA, soit un taux de mobilisation de 29,72% à la date du 30 juin 2020. Cette situation s'expliquerait par une crise de confiance entre les maliens et leurs autorités, a indiqué M. Fofana.

Concernant l'utilisation des crédits Covid-19 au niveau des structures, Abdoul Wahab Diakité a affirmé que les fonds alloués à chaque DRS est de 50 000 000 de FCFA qui ont permis de financer les activités au niveau des districts sanitaires. Ce qui l'amène à signaler que les recommandations faite par PCQVP-Mali face à ces constats sont : le renforcement de la stratégie de réponse dans toutes les capitales régionales, l'ouverture des centres de dépis-

tage et l'accentuation des activités d'information et de sensibilisation à travers le pays; le renforcement du niveau du plateau technique des hôpitaux à travers le fonds de concours (Respirateurs, lits de réanimations, moniteurs, Aspirateurs et extracteurs d'oxygène) ; l'instauration d'un fonds dédié à la prise en charge des épidémies et catastrophes dans les structures sanitaires ; le renforcement de l'accès des communautés abritant les sites miniers aux mesures sociales annoncées par le gouvernement.

Selon le Président de PCQVP, l'aide financière de l'Etat aux structures sanitaires dans le cadre de la prévention et riposte contre la pandémie covid-19 a servi plus au financement des activités de prévention et de prise en charge des malades atteints de Covid-19, de l'alimentation des malades et personnel de soins qu'à l'achat des gros équipements comme : le respirateur, le moniteur et l'aspirateur d'oxygènes moyens indispensables pour l'amélioration du niveau du plateau technique. Ce qui fait que les plateaux techniques de nos hôpitaux ne sont pas à la hauteur des risques de la pandémie, a-t-il ajouté.

Source : Le Soir De Bamako

SAMA
Transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À
40%
SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money

Police de l'eau : Les acteurs en quête d'un mécanisme de coordination

La salle de conférence de l'Escale Gourmande, sise à l'ACI 2000, a abrité, ce jeudi 17 décembre 2020, l'ouverture officielle des travaux d'un atelier qui a pour objectif d'identifier et d'adopter le mécanisme de coordination de la police de l'eau. La rencontre était présidée par le Conseiller technique chargé de l'Eau au Ministère des Mines de l'Energie et de l'Eau, M. Drissa Samaké, qui avait à ses côtés le Directeur National de l'Hydraulique, la Coordinatrice du Programme Conjoint d'Appui à la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PCA-GIRE), en présence des représentants des acteurs du secteur.

Le gouvernement du Mali a adopté un document de Politique nationale de l'eau qui sert de cadre de référence en matière de gestion des questions hydrauliques. La Politique nationale de l'eau est fondée sur le concept de Gestion Intégrée des Ressources en Eau

(GIRE), et sa mise en œuvre est réalisée à travers le Plan d'action national de gestion intégrée des ressources en eau.

L'objet de cet atelier est d'examiner les éléments de stratégies de mise en œuvre de la police de l'Eau et le choix consensuel sur la structure que sera chargée de la coordination de cette police ainsi que de son mécanisme de coordination, compte tenu du caractère multidisciplinaire et transversal de ladite police. En effet une police de l'eau fonctionnelle est un des éléments importants dans le cadre de GIRE, afin de faire respecter les dispositions de la loi en matière d'usages et de protection des ressources en eau.

Il est clair qu'un corps de police de l'Eau ne va pas être constitué de toutes pièces, mais va s'appuyer sur l'ensemble des agents assermentés des différents corps de police existant déjà. La question est donc de savoir quelle ins-

titution pour assurer la coordination de ces corps existants pour mettre en place la fonction de police de l'Eau. Cependant la police étant une prérogative de l'Etat, il est normal que ce soit une administration publique qui assume cette coordination. Les candidats les plus évidents sont la DNH, la DNACPN et le DNEF.

Pour rappel, le Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau, a longtemps pris la mesure des enjeux en présence pour ce qui concerne l'eau et s'est résolument engagé dans un processus conduisant à la nécessité de disposer d'un document de « Politique Nationale de l'Eau » à la suite d'une réflexion impliquant l'ensemble des acteurs du domaine de l'eau. Le document comporte deux parties.

La première partie fait le diagnostic de l'état des ressources en eau, de l'état des ouvrages de mobilisation mais aussi de la protection des ressources, de la situation du système d'information sur l'eau en place, décrit les ressources en eau, leur disponibilité suivant les régions et les bassins versants, l'estimation des différents usages de l'eau. La deuxième partie énonce les principes de la Politique Nationale de l'Eau, les orientations stratégiques.

■ Yama DIALLO



Cellule d'Appui au Processus Électoral de la Transition : Le ministre rame à contre-courant

Un embryon d'organe unique de gestion des élections greffé à l'administration territoriale : Comme un bateau ivre, la Transition continue donc à tanguer. Le ministre rame à contre-courant

A lors que l'idée de création d'un organe unique et indépendant d'organisation et de gestion des élections se fraie un chemin, le nouveau ministre de l'Administration Territoriale ramant à contre-courant, a justement choisi ce moment précis pour procéder à la démultiplication de l'emprise de son Département sur l'ensemble du processus électoral.

Outre le Secrétariat général et les Conseillers techniques, la Direction Générale de l'Administration du Territoire, la Délégation Générale aux Élections, les Représentants de l'Etat notamment dans les Arrondissements et cercles/District de Bamako ainsi que dans les Ambassades et Consulats du Mali, le ministre a décidé d'en rajouter à la mainmise gouvernementale sur les élections.

UNE CELLULE SUPERFLUE

Comme si cela ne suffisait pas, le processus électoral a été exposé à une véritable inflation institutionnelle peu propice à son efficacité et surtout à sa transparence.

Par Décision 2020-577/MATD-SG du 15 décembre 2020, il a créé en vue des élections à venir, toute une machinerie administrative parallèle dénommée Cellule d'Appui au Processus Électoral de la Transition. Il s'agit d'une Cellule qui n'a rien à voir avec la structure légère d'antan dénommée CAPE (Cellule d'Appui au Processus Électoral).

Il s'agit d'un service dirigé par un Chef de Cellule nommé par le ministre. Il est éclaté en trois (03) Unités fonctionnelles constituées des Unités « Opérationnalisation des circonscriptions électorales », « Réformes électorales, Préparation technique et matérielle des opérations référendaires et électorales », « Communication ».

Ces Unités sont coiffées par des Chefs et comprennent jusqu'à un maximum de cinq (05) Chargés d'études qui sont tous nommés par le ministre.

A ces trois (03) Unités, est accroché une Equipe d'appui administratif dont les agents sont désignés par le Directeur des Ressources Humaines du Secteur de l'Administration Générale. Ce qui fait en tout, un effectif allant jusqu'à 24 agents à recruter, sans compter les agents de l'Équipe d'appui administratif dont le nombre n'est pas précisé dans la Décision.

DES CHEVAUCHEMENTS FONCTIONNELS INÉVITABLES

De manière générale, la Cellule d'Appui au Processus Électoral de la Transition « a pour mission d'appuyer le ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation dans l'opérationnalisation des circonscriptions électorales et dans la préparation technique et l'organisation matérielle des opérations référendaires et électorales de la Transition ». Cette mission générale couvre l'essentiel du spectre du cycle électoral découpé entre les trois (03) Unités fonctionnelles de la Cellule. Géographiquement parlant, la Décision 2020-577/MATD-SG du 15 décembre 2020 reste la réponse à un caprice bamakois qui ne prend pas en compte le fait que les enjeux de l'organisation technique et matérielle des élections se jouent dans les profondeurs du pays où l'on manque de tout.

La bureaucratie de cette machinerie administrative parallèle de la Cellule d'Appui au Processus Électoral de la Transition est si vorace, qu'elle s'est attaquée à la CENI illégalement squattée, investie de la mission de supervision et du suivi des élections, dont elle a avalé tout un pan de compétences : donner un avis sur



les textes d'application de la loi électorale ; donner un avis sur les projets d'actes initiés dans le cadre de l'organisation des opérations référendaires et électorales ; superviser l'établissement et la révision des listes électorales, participer à l'élaboration des outils opérationnels pour la supervision et le suivi des opérations d'enrôlement, d'établissement et de révision des listes électorales ; participer à l'élaboration des outils opérationnels pour la supervision et le suivi des opérations référendaires et électorales.

L'INFLATION INSTITUTIONNELLE POUSSÉE À L'EXTRÊME

Ce qu'il faut en définitive retenir de la Décision 2020-577/MATD-SG du 15 décembre 2020, c'est d'avoir réussi la prouesse de pousser à l'extrême l'inflation institutionnelle autour de la chose électorale que l'on cherche aujourd'hui à circonscrire. La Cellule d'Appui au Processus Électoral de la Transition va nécessairement en rajouter aux chevauchements et à la cacophonie qui prévalent entre l'Administration Territoriale, la DGE et la CENI.

**Dr Brahim FOMBA Enseignant
Chercheur Université des Sciences
Juridiques et Politiques de
Bamako (USJP)**



Transition : Ce que veulent réellement les militaires

Militarisation du pouvoir. Le terme revient sans cesse dans les nombreuses critiques qu'essuient les membres du Comité national pour le salut du peuple (CNSP) depuis le début de la transition. Les récentes nominations de militaires à la tête de plus de la moitié des régions du pays, couplées à l'élection sans surprise du colonel Malick Diaw au perchoir du Conseil national de transition (CNT), ont fini par accentuer les doutes sur les réelles intentions des hommes en treillis. Au point que l'idée de leur maintien durable aux affaires, même au-delà de la transition, n'est plus écartée.

Le Conseil des ministres du 25 novembre 2020 l'a décidé, 13 des 20 nouveaux gouverneurs des régions du Mali sont désormais des militaires. Colonels et généraux proches du Vice-président de la transition, le colonel Assimi Goita, ces gouverneurs multiplient le nombre de militaires représentant l'État à l'intérieur du pays, sans compter les préfets et sous-préfets militaires également nommés récemment.

Il n'aura échappé à personne que depuis le renversement de l'ancien pouvoir les officiers ayant conduit le putsch occupent des postes hautement stratégiques au sein du gouverne-

ment de transition et ont procédé à de nouvelles nominations dans le commandement militaire. La seule figure du CNSP restant « libre » jusque-là, le colonel Malick Diaw, a été porté le 5 décembre dernier à la tête du CNT, l'organe législatif de la transition appelé à conduire des réformes majeures et à contrôler la mise en œuvre de la feuille de route.

Mainmise pour se « sécuriser »

Des observateurs estiment que cet accaparement de pans entiers du pouvoir par les militaires résulte d'un besoin de « sécurisation ».

« N'oublions pas que le pays est engagé dans une guerre contre les groupes terroristes et que ces dernières années les militaires ont payé un lourd tribut. En prenant le pouvoir, ils ont d'abord cherché à occuper le maximum possible de postes parce qu'ils se sont rendus compte du manque d'attention de la part des responsables politiques à leur égard. C'est à cause de cette crainte qu'ils ont simplement cherché à se sécuriser, faisant fi des commentaires qui peuvent émerger çà et là et assumant aussi toutes les conséquences qui peuvent en découler », pense Boubacar Salif Traoré, politologue, directeur du cabinet Afriglob conseil.

Ce dernier évoque également un environnement aujourd'hui dominé par une « rupture de confiance à tous les niveaux ». Une question de confiance que met aussi en avant le politologue et chercheur au Centre de recherches et d'analyses politiques, économiques et sociales (CRAPES) Ballan Diakité, pour lequel les militaires ont plus confiance en eux-mêmes qu'envers d'autres personnes.

« Ils sont donc dans la logique d'écarter l'ancienne classe politique du pouvoir, pour avoir les mains assez libres pour mener les réformes qu'ils ambitionnent pour le Mali ».

Militarisation sans vision ?

La direction dans laquelle veulent aller les militaires n'est pas « lisible » aujourd'hui, du point de vue de Boubacar Bocoum, un autre analyste politique, qui affirme n'avoir pas aujourd'hui « la certitude » que les militaires n'ont pas un « calendrier caché » et qu'ils sont là pour « rouler réellement » pour le pays.

La relative ferveur avec laquelle une frange importante de la population malienne avait accueilli le coup d'État du 18 août 2020 est donc retombée au fil de la mise en place de la transition et des actes posés par les militaires. Ballan Diakité rappelle d'ailleurs que les militaires ne sont pas des « saints » venus du Ciel pour sauver le Mali et qu'ils ont tout autant de « lourdes responsabilités » dans la crise dans laquelle s'est retrouvé le pays, n'ayant pas été écarté de sa gestion depuis son indépendance, en 1960.

Si les militaires se sont approprié la transition, c'est aussi, à en croire le politologue Boubacar Salif Traoré, plus en accord avec ce qui est arrivé de par le passé que par la volonté d'insuffler une réelle vision politique.

« Quand il y a eu le coup d'État de 2012, et après que l'ancienne classe politique ait été réhabilitée, beaucoup de gens ont fait des reproches aux militaires pour lui avoir cédé le pouvoir de manière hâtive », rappelle le directeur du cabinet Afriglob conseil, ce qui fait que, même sans projet politique apparent, les militaires s'accrochent aux affaires.

« On ne peut donc pas définir aujourd'hui les véritables intentions des militaires. Nous sommes dans une situation d'incertitude et on ne sait pas très concrètement comment tout cela va se terminer », s'alarme-t-il.

Se maintenir sur la durée ?

« Tout le monde avait de l'espoir avec l'arrivée des militaires au pouvoir. Malheureusement, de ce que nous comprenons aujourd'hui à travers leurs actes, il est très clair qu'ils veulent juste s'accaparer longuement le pouvoir. Tous les actes qu'ils posent présagent qu'ils sont en train de préparer un militaire ou un proche pour l'élection présidentielle de 2022 ».

Pour ce citoyen malien intervenant récemment dans l'émission d'un média étranger, la question est déjà tranchée. Mais ce qui pour lui est une « évidence » reste pour les analystes po-

litiques un scénario plausible, parmi beaucoup d'autres.

« Tout peut arriver. Dans ce processus, un militaire peut décider de démissionner de l'armée et de se porter candidat à la présidentielle. Aujourd'hui, plus que jamais, c'est plausible. Les militaires peuvent aussi adouber un candidat pour que ce dernier prenne le pouvoir », prévient Boubacar Salif Traoré. Selon lui, il est certain que les militaires ont un plan et affirmer le contraire serait manier la langue de bois.

« À partir du moment où il y a eu un renversement de régime, ce qui est un crime imprescriptible selon la Constitution malienne, les militaires savent qu'ils jouent gros et donc qu'il va falloir trouver les moyens de se sécuriser pour l'avenir », soutient le politologue. Et cela passera forcément par l'absence de « problèmes majeurs » entre la junte actuellement au pouvoir et les autorités qui lui succéderont à l'issue de l'élection présidentielle de la fin de la transition. Et les militaires auront plus ou moins une grande influence sur le processus. Mais auront-ils les coudées franches pour faire passer le candidat qui leur sera favorable ?

Pour Boubacar Bocoum, la réponse est affirmative. « Les militaires seront obligés de propulser quelqu'un qui sera plus ou moins proche de leur façon de voir les choses. Les

gouverneurs militaires dans les régions et ceux présents ailleurs dans l'administration territoriale vont naturellement peser à ce moment-là », croit celui qui estime également que la survie même des militaires en dépend. « Cela est connu en Afrique. Ceux qui organisent les élections, généralement, ne perdent pas la plupart du temps. Si les militaires ont l'intention de faire venir quelqu'un aux affaires, ils le feront. Après, il reviendra au peuple malien de valider ou d'invalider cela, d'aller à une insurrection ou pas », ajoute-t-il.

Pour essayer d'éviter tout cela et ne pas aller vers une crise post électorale, il faut tendre vers un « organe sérieux » auquel on confiera l'ensemble de l'organisation du processus électoral, préconise Ballan Diakité. « Je pense que si cela est fait il y aura une bonne transparence jusqu'à la fin du processus et donc moins de risques de contestations après ».

Par ailleurs, même déjà aujourd'hui et demain encore plus, lors de la présidentielle de 2022 le Mali sera sous étroite surveillance de la communauté internationale, d'une part, et d'autre part, avec l'historique de 2012, « les militaires au pouvoir ne prendront pas le risque de se mouiller jusqu'à un certain niveau », tempère Boubacar Salif Traoré.

Germain Kenouvi
Source : Journal du Mali



Ébullition du front social : Changement oui, mais vérité d'abord

Une trêve sociale est primordiale !

La vérité rougit les yeux mais ne les casse pas, dit-on. Cette assertion traduit largement les différentes réactions suscitées par les propos tenus par le Chef de l'État sur l'ébullition du front social. Des propos mal interprétés et pas bien compris par bon nombre de nos compatriotes, en particulier les grévistes qui en ont profité pour se retirer tout bonnement de la table de négociation avec le Gouvernement.

Au fait, le Président de la Transition, Bah N'DAW s'est interrogé sur la pertinence et le timing choisi par les grévistes pour observer un arrêt de travail vu la situation difficile du pays. Il a également mis en garde ses compatriotes comme quoi que cette fois-ci il ne va pas démissionner car il compte assurer sa mission jusqu'au bout. C'était au cours d'une rencontre avec ses compatriotes vivant en Côte d'Ivoire, le 14 décembre dernier, en marge de la cérémonie d'investiture de son homologue ivoirien.

Certes, lesdits propos n'ont pas été bien accueillis par une frange partie des maliens, puisque c'est le responsable de l'État qui les a tenus. Mais, il faut reconnaître que ces propos semblent être une vérité sortie de son

contexte comme le soutiennent certains observateurs. D'aucuns pensent que c'était une manière pour le Président de la Transition de recadrer les syndicalistes et de les mettre face à leurs responsabilités dans l'histoire. Surtout quand on sait qu'une transition ne saurait résoudre tous les problèmes d'un pays en crise depuis 2012.

Visiblement, le Chef de l'État a voulu juste faire comprendre aux syndicalistes que le moment est mal choisi pour aller en grève, selon certaines indiscretions proches de Kouloba. Mieux, leurs revendications sont au dessus des moyens du Gouvernement de la Transition, car, elles seraient estimées à plus de 1 000 milliards soit environ l'équivalent des recettes des services d'assiettes de l'État. En plus de

cela, il y en aurait de leurs revendications qui remontent à la première Transition de 1991, à en croire la même source.

En dépit de tout cela, le Gouvernement a montré sa bonne volonté à ne ménager aucun effort pour apaiser le front social dans la mesure de ses possibilités et de ses moyens en appelant à nouveau les syndicalistes, le lundi 14 décembre, jour du début de la grève de 5 jours, pour décanter la situation. Malgré cela, les grévistes ont rompu les négociations en cours jusqu'à nouvel ordre, à cause des propos tenus par le Président à leur égard, jugés inappropriés.

Contrairement à ce qu'affirment certains, à aucun moment, il n'a été question de l'illégalité de l'action des syndicalistes, nous rapporte une autre source gouvernementale. En fait, il s'est agi plutôt du timing et de l'incidence financière des revendications qui serait au dessus des moyens du Gouvernement de la Transition. En réalité, il faut reconnaître que dans le fond le Chef de l'État n'a dit que la vérité, même-si, elle est dure à entendre. Il n'est pas allé par le dos de la cuillère. En bon militaire, il a affirmé les choses sans état d'âme afin que ses compatriotes puissent comprendre davantage la situation délicate de crise du pays...

Source : Le Soir De Bamako



« La COVID-19 et nous » : Extraits de la Tribune de l'ancien Premier Ministre Modibo SIDIBE



Depuis quelques semaines, l'épidémie de coronavirus connaît une certaine recrudescence dans notre pays, au regard des données chiffrées publiées par les autorités sanitaires, données qui par ailleurs, semblent sous-évaluées selon certaines sources. Cette aggravation de l'épidémie s'accompagne d'un plus grand nombre de décès liés à la covid19. Nos principales institutions hospitalières qui souffraient déjà d'une multitude d'insuffisances, sont aujourd'hui débordées au point de ne plus être en capacité de faire face à la situation.

Pourquoi en est-on arrivé là, quand on sait qu'après l'apparition du virus au Mali à la fin du premier trimestre de cette année, il était évident que la riposte nationale s'inscrirait dans la durée et nécessiterait surtout une gouvernance organisée, énergique et anticipative, un investissement financier conséquent, une mise en conditions positives du personnel médical, une communication de crise efficace, la prise de décisions fortes et l'accompagnement idoine des catégories socio-économiques les

plus vulnérables, entre autres axes de gestion de l'épidémie.

Oui, pourquoi en est-on arrivé là ? Qu'est-ce qui a été fait pour prévenir cette recrudescence dramatique de la covid19 au Mali ? Déjà au mois d'avril dernier, des voix s'étaient élevées à titre de contribution pour appuyer les efforts nationaux qui devaient être engagés dans ce combat aussi insidieux qu'implacable. Figure parmi celles-ci, la Tribune publiée fin avril 2020 par l'ancien Premier ministre Modibo Sidibé. Nous vous proposons en rappel quelques extraits qui restent d'un brûlante actualité.

« Pour affronter la maladie qui est désormais présente au Mali, avec Bamako comme épice, les mesures les plus strictes doivent être prises sans délai pour limiter sa diffusion et son extension à l'ensemble du pays... »

Avons-nous véritablement tiré toutes les leçons de l'épisode EBOLA, particulièrement dispositions nous d'un Plan de préparation et de réponse solide, constamment adapté aux menaces d'épidémies à potentiel de pandémie ?

Allons-nous sortir de là sans dispositif de santé publique robuste, sans une recherche performante, sans une capacité renforcée de réflexion stratégique, d'anticipation ? Sans appréhender les bases d'un nouvel essor ?

A cet égard, quatre questions nous semblent importantes : la gouvernance, la pertinence des mesures sanitaires et socioéconomiques, la reconstruction de nos capacités de recherche et d'innovation technologique, la définition d'un dispositif pérenne de prospective et donc d'anticipation....

Mesures sanitaires, sociales et économiques

Tout doit être fait pour ralentir, contenir la diffusion du virus. Bien de mesures prises vont dans le bon sens – même si d'autres attendent des décisions- et nous devons tous soutenir, faire connaître et faire respecter par tous les citoyens les règles de base pour la prévention de la maladie:

- La mise de distance (plus d'1 mètre) entre les personnes.
- Le lavage fréquent des mains au savon, ou pour ceux qui le peuvent de gel hydroalcoolique,
- La protection des autres contre la toux,
- La suppression des poignées de main et des embrassades.
- Le port de masques et on doit prendre soin de ne pas le présenter comme un substitut aux autres mesures.

Quelques remarques et suggestions :

- Le personnel de santé que nous félicitons et encourageons doit être convenablement équipé ; formé tout le long avec un plan de mobilisations de ressources humaines complémentaires. Il en est de même pour le personnel de la protection civile.
- Prendre immédiatement des mesures drastiques et en atténuer les contraintes par un volet social et/ou économique approprié....Il faut confiner (isolement) Bamako et environs et prendre toutes les mesures pour contenir la propagation.
- Capacités à collecter les informations, les traiter et prendre les décisions et les ajuster à l'évolution de la maladie ; évoluer en temps réel et anticiper en impliquant les chercheurs.

- Redéployer le programme de communication et de mobilisation, en incluant fortement les collectivités, notamment les communes qui ont des responsabilités en la matière ; les chefs de village, de fraction et de quartier et avec eux élargir aux comités de chefs de famille pour agir et gérer au plus près des populations, les jeunes et les femmes, les mesures indispensables et qui sont contraignantes.

- Adapter notre doctrine en matière de tests et donc de dépistage au profil de l'épidémie, aux objectifs d'endigement de la maladie.

- Etendre les capacités de diagnostic du Covid-19 au niveau national, les quatre laboratoires retenus dans le plan sont tous situés à Bamako. Il est impératif de prendre en compte la dispersion de la maladie dans les régions du pays et la multiplication des foyers (épicerie). Pour cela, un inventaire de tous les laboratoires des districts sanitaires disposant des enceintes de confinement microbiologique de type 2 (poste de sûreté microbiologique) qui permettent la manipulation du virus pour le diagnostic doit être fait. Il existe et peut être disponible des appareils pour la PCR qui peuvent être installés dans ces laboratoires pour décentraliser le diagnostic du Sars-Cov 2 l'agent causal du Covid-19. Les kits de PCR pourraient être mis à la disposition de ces structures de santé....

Dans tous les cas, l'impératif est de contenir et d'enrayer l'épidémie.

Au plan social et économique

Si on peut apprécier les gestes de solidarité de nos dirigeants, comme les soutiens annoncés au plan social et économique, on est interrogatif sur le caractère quelque peu précipité de ces annonces. On aurait gagné à cerner l'état réel de notre économie et l'impact économique du coronavirus ; l'économie informelle, les conséquences sur le monde rural déjà confronté à l'insécurité quotidienne, l'économie réelle est ébranlée engendrant détresse sociale et dysfonctionnements socio-économiques. La panoplie des réponses « habituelles » est déployée, elle pansera des plaies, répondra à des urgences aux conséquences graves.

Ne restons pas cantonnés à cela. Il nous faut enclencher les prémises d'un modèle économique plus solide, parce que les grandes

crises, c'est aussi l'opportunité d'entreprendre des transformations profondes et globales qui ouvrent une nouvelle ère d'innombrables possibilités. Ne nous privons pas de cette opportunité, mais ceci demande une autre gouvernance, un Etat stratège.

Remobiliser notre capacité de recherche et d'innovation

Soyons inventifs et utilisons toutes les ressources de notre système de santé, d'enseignement supérieur et de recherche. Oui, toutes ces générations de scientifiques, chercheurs au talent avéré, anciens, seniors comme cadets et qui ont fait et pourraient tant faire encore pour leur pays ; eux qui emportent des projets de recherche, qui portent les centres d'excellence et qui collaborent avec des instituts réputés. C'est le lieu de leur rendre un vibrant hommage, de leur manifester notre gratitude, et de leur dire qu'ils sont le fer de lance d'un Mali maître de son destin.

L'innovation est la force motrice qui nous permettra de réussir notre décollage économique : nous devons y mettre le prix qu'il faut. Notre capacité à nous développer par nous-mêmes en dépend. Le développement de la recherche doit être axé sur les besoins économiques et sociaux du Mali et fondé sur les priorités de son développement.

C'est dans cet esprit qu'a été créé, en 2011, le Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique (FCRIT). Le Fonds est alimenté par des subventions budgétaires représentant 0,20% des recettes fiscales (on se souviendra que ce mode de subvention n'existait que pour les partis politiques avec 0,25%) et, pour ne remonter qu'à 2017 le fonds a reçu environ 2,333 milliards de FCFA ; 2018 : 2,6 milliards, 2019 le même montant et 2020 : 2,3 milliards CFA soit en quatre ans environ 9,8 milliards de francs CFA. Les ressources affectées au Fonds sont additionnelles aux allocations budgétaires existantes pour le secteur de la recherche.

Nous avons les compétences, des laboratoires de recherche de niveau élevé, des expériences avérées y compris en recherche vaccinale, comme en pharmacopée traditionnelle... Nos chercheurs sont déjà engagés, on doit les encourager et leur donner les moyens appropriés. Voilà le chemin des réponses endogènes et structurantes.

Sortons ce Fonds de la léthargie dans laquelle on l'a confiné. Enseignants, chercheurs, ingénieurs, industriels, artisans et producteurs agricoles... mobilisons-nous pour amener les pouvoirs publics à utiliser le Fonds comme un puissant levier, pour faire éclore les créativité, les innovations, faire jouer les compétences dans une articulation recherche et production avec une vision stratégique partagée, des axes de recherche prioritaires et le tout, porté par un agenda clair et volontariste.

Renforcer notre capacité de réflexions stratégiques et d'anticipation

Quels sont les lendemains de la pandémie Covid-19 ? Le monde va changer, sa gouvernance doit changer, de nouveaux équilibres sont en construction, des redistributions vont se faire : quel horizon pour le Mali et l'Afrique ? Que de plans et de financements annoncés pour le Mali, pour l'Afrique. On reparle de la dette -moratoire, annulation - sans interroger le système de la dette, ni les gouvernances encore moins les modèles économiques.

L'Afrique ne doit plus subir. Nous devons nous préparer, anticiper et construire notre propre chemin avec la ferme volonté de ne plus « ... continuer à dormir sur la natte des autres... », ni dormir non plus sur celle qu'on veut nous réserver.

Et comme nous le disions, « la vérité, c'est que les modèles institutionnels et économiques nés avec les indépendances ne sont plus en mesure de donner efficacité et cohérence même aux programmes les plus judicieux. Il nous faut changer de modèle. »

Aussi, comment refonder notre modèle de gouvernance, de démocratie, notre modèle économique et donc de développement ? Nous devons nous donner les moyens de contribuer activement à la réflexion stratégique au niveau de notre région et de notre continent. Et le Mali doit-être à l'avant-garde, lui qui fût actif dans l'avènement de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) et dans celui de l'Union Africaine (UA). Nous devons nous hisser à la hauteur des nouveaux enjeux. Cela demandera une vision d'ensemble, de la planification, de la méthode et du courage. »

■ Yama DIALLO

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

2ème édition de photo inter-biennale : C'est du 1er décembre 2020 au 15 janvier 2021 !



Bamako Art Gallery a lancé officiellement la 2ème édition de l'Inter-biennale, exposition des photos. Cette année, l'inter-biennale de la photographie du Mali et conformément à son concept a pour objectif de mettre en valeur tous les aspects de créativité du Mali. Pour les organisateurs, Bamako Art Gallery reçoit l'une des expositions collectives qui présentera des photographies des artistes comme Fatoumata Traoré, Ousmane Goita, Moussa Kalapo, Mariam Niaré et plusieurs d'autres.

L'inter-biennale, est une manifestation dédiée à la photographie dont la première édition a eu lieu en décembre 2018 et qui se déroule

tous les deux ans en période creuse de la biennale africaine de la photographie les rencontres de Bamako. Ses objectifs sont de grandir la visibilité aux photographes maliens ou résident au Mali, par l'organisation de projets d'exposition collaboratives et itinérantes ainsi que des actions de médiation à la destination du public.

« Les images que je vais vous présenter, c'est l'emprunte et cicatrice, ce travail concerne toutes les personnes qui ont été blessées par leurs premiers amours, ça laisse les blessures intérieures » a déclaré Adama Bamba photographe.

Rappelons que, Bamako Art Gallery est l'une

des plus récentes galeries d'art de Bamako. C'est un lieu d'échanges artistiques et humains dans lequel on peut côtoyer de l'art africain contemporain, antique, design et de l'artisanat d'art de l'Afrique de l'ouest.

Son objectif est de créer une plateforme d'échanges entre l'art, les amateurs et aussi les artistiques qui regorgent de talents extraordinaires, passionnés qui utilisent leur travail pour refléter la diversité culturelle du pays, sa beauté naturelle et sa longue histoire.

A.Ouattara, stagiaire
Source: Malijet

Cellou Dalein accuse : « Nous faisons désormais face à un véritable terrorisme d'Etat instauré par Alpha Condé »

Au lendemain de l'investiture du président Alpha Condé pour un 3ème mandat de six ans à la tête de la Guinée, Cellou Dalein Diallo a fait une déclaration à son domicile, à Dixinn, pour dénoncer la « confiscation » du pouvoir par le régime Condé et les répressions enregistrées dans le pays depuis le scrutin du 18 octobre. Le président de l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG) invite ses partisans à se réorganiser et dénonce « un terrorisme d'Etat » qui, selon lui, a été instauré par Alpha Condé.

« Conakry, le 16 décembre 2020
Mes chers compatriotes,

En ces moments d'incertitude et de doute sur l'avenir démocratique de notre beau pays, je m'adresse à vous, avec la pleine mesure de la responsabilité que vous m'avez confiée le 18 Octobre 2020, en m'élisant Président de la République de Guinée, dès le premier tour, avec 53,84 % des suffrages exprimés.

Je tiens tout d'abord à vous réitérer mes remerciements pour l'accueil chaleureux que vous aviez réservé à mes équipes et à moi-même tout au long de la campagne électorale aussi bien à Conakry qu'à l'intérieur du pays.

Vous vous étiez, en effet, massivement mobilisés pour nous accueillir avec ferveur mais aussi pour voter et, faire partout de votre mieux, pour sécuriser vos suffrages. Je vous renouvelle mes sentiments profonds de gratitude pour cette confiance et je vous assure que je ne ménagerai aucun effort pour en être digne.

Comme vous le savez, Alpha Condé, s'étant rendu compte qu'il a perdu cette élection, a mobilisé les administrateurs territoriaux, la CENI et la Cour Constitutionnelle pour changer les résultats issus des urnes et se faire proclamer vainqueur. Pour faire passer son hold-up électoral, il a déclenché, dès le lendemain du scrutin, des violences inouïes contre les militants et responsables de l'UFDG et de l'ANAD.

Afin de mener à bien cette répression contre le vrai vainqueur de l'élection et ses partisans, l'armée sera réquisitionnée, les PA renforcés, des commissions rogatoires délivrées à la police, autorisant celle-ci à arrêter et à détenir

les partisans de l'UFDG et de l'ANAD en dehors de toutes procédures légales. Le bilan provisoire de ces violences est de 48 morts, 300 blessés par balles, près de 400 arrestations, d'importants dégâts matériels et du cheptel de plusieurs éleveurs décimé.

En ce moment de notre histoire, notre devoir à nous tous est d'avoir une pensée pour les guinéens qui sont morts pour la Guinée, pour avoir répondu à l'appel du pays, pour avoir assumé leur devoir envers la République, pour avoir défendu la cause du salut national que constitue la démocratie.

J'adresse toutes mes condoléances à ceux qui ont perdu des proches dans la lutte pour la défense de la vérité des urnes ou contre le troisième mandat. J'exprime toute ma solidarité aux blessés, à ceux qui ont perdu des biens et à ceux qui sont arbitrairement détenus et poursuivis. Nous continuerons notre combat pour que toutes les victimes innocentes de cette répression injuste aient droit à la justice et à la réparation.

Chers compatriotes,

Aujourd'hui, il ne s'agit plus de démontrer que nous avons gagné cette élection, il s'agit de renforcer notre organisation pour imposer le respect de la vérité des urnes et la reconnaissance de notre victoire. Dans ce noble combat pour la démocratie et la justice, nous faisons désormais face à un véritable terrorisme d'Etat instauré par Alpha CONDE et qui se traduit par l'usage abusif de la force au détriment du droit.

On note à cet égard :

– l'instauration d'un véritable état de siège, qui ne dit pas son nom, dans le grand Conakry



et dans les fiefs de l'opposition,

– l'interdiction par le gouvernement de toute manifestation de l'opposition dans les rues et sur les places publiques en violation des dispositions de la Constitution,

– l'usage récurrent des armes à feu dans la répression de nos manifestations entraînant de nombreux morts et blessés par balles,

– l'impunité garantie aux forces de défense et de sécurité lorsqu'elles font usage de leurs armes à feu contre les manifestants ou lorsqu'elles vandalisent les maisons des citoyens, les boutiques et magasins des opérateurs économiques supposés être des soutiens de l'opposition,

– l'encouragement par la corruption ou la promotion administrative des agents des forces de l'ordre qui font preuve de zèle dans les exactions dans les fiefs de l'opposition, – les arrestations massives, les séquestrations, y compris dans les camps militaires, et les condamnations arbitraires de nos cadres et militants,

– le harcèlement judiciaire et l'instrumentalisation à outrance de la justice par le Pouvoir à l'effet d'intimider et de museler l'opposition, – la fermeture et l'occupation par les forces de défense et de sécurité du siège de l'UFDG et des bureaux de son Président.

Malgré toutes ces contraintes, il est hors de question pour l'UFDG et l'ANAD de renoncer à la lutte pour le triomphe de la vérité des urnes et la reconnaissance de notre victoire.

L'UFDG et l'ANAD invitent par conséquent tous les Guinéens épris de justice et de démocratie, gages de la paix et de la stabilité, à rester mobilisés pour continuer le combat pour le triomphe de la vérité des urnes et des règles et principes de l'Etat de droit.

Vive la République !

Vive la Guinée !

Je vous remercie ! »

Source : GuinéeNews

États-Unis : Deux soignants développent de graves réactions au vaccin anti-COVID



Les responsables de Pfizer ont déclaré que les deux Britanniques qui avaient eu une réaction au vaccin avaient des antécédents d'allergies graves.

Deux agents de santé du même hôpital en Alaska ont développé des réactions inquiétantes quelques minutes à peine après avoir reçu le vaccin contre le coronavirus de Pfizer cette semaine, dont un membre du personnel qui devait rester hospitalisé jusqu'à jeudi.

L'un d'eux, qui n'avait pas d'antécédents d'allergies, est resté à l'hôpital mercredi soir. Certaines réactions au vaccin ont également été signalées la semaine dernière en Grande-Bretagne.

Les responsables de la santé ont déclaré que les cas ne perturberaient pas leurs plans de déploiement de vaccins et qu'ils partageaient juste ces informations dans un souci de transparence.

Le premier employé, une femme d'âge moyen qui n'avait aucun antécédent d'allergies, a eu

une réaction anaphylactique (une réaction allergique exacerbée, entraînant dans la plupart des cas de graves conséquences et pouvant engager le pronostic vital), qui a commencé 10 minutes après avoir reçu le vaccin à l'hôpital régional Bartlett de Juneau mardi, a déclaré un responsable de l'hôpital. Elle a eu une éruption cutanée sur le visage et le torse, un essoufflement et une fréquence cardiaque élevée, rapporte le New York Times.

Le Dr Lindy Jones, directeur médical du service des urgences de l'hôpital, a déclaré qu'elle avait d'abord reçu une injection d'épinéphrine, un traitement standard pour les réactions allergiques graves. Ses symptômes se sont atténués, puis sont réapparus, et elle a été traitée avec des stéroïdes et une goutte d'épinéphrine.

Lorsque les médecins ont essayé d'arrêter le goutte-à-goutte, ses symptômes ont réapparu, de sorte qu'elle a été transférée à l'unité de soins intensifs, en observation toute la nuit,

puis sevrée du goutte-à-goutte tôt mercredi matin, a déclaré le Dr Jones.

Le deuxième employé a reçu son injection mercredi et a développé des poches, des étourdissements et une gorge irritée dix minutes après l'injection, a indiqué l'hôpital dans un communiqué. Il a été emmené aux urgences et traité avec de l'épinéphrine, du Pepcid et du Benadryl, bien que l'hôpital ait déclaré que la réaction n'était pas considérée comme une anaphylaxie. L'employé est revenu à la normale en moins d'une heure et a pu repartir chez lui.

L'hôpital, qui avait administré 144 doses totales mercredi soir, a déclaré que les deux travailleurs ne voulaient pas que leurs expériences aient un impact négatif sur ceux en attente du vaccin. «Nous n'avons pas l'intention de modifier notre calendrier de vaccination ou notre posologie», a ainsi déclaré le Dr Anne Zink, médecin-chef de l'Alaska, dans un communiqué.

LES INQUIÉTUDES AMPLIFIÉES

Bien que le vaccin Pfizer se soit avéré sûr et efficace à environ 95% dans un essai clinique impliquant 44.000 participants, ces cas en Alaska intensifieront probablement les inquiétudes concernant les effets secondaires possibles. Les experts ont déclaré que cela pourrait inciter à des appels à des directives plus strictes pour garantir que les receveurs soient étroitement surveillés sur les effets indésirables.

Le Dr Paul A. Offit, expert en vaccins et membre d'un groupe consultatif externe qui a recommandé à la Food and Drug Administration d'autoriser le vaccin Pfizer pour une utilisation d'urgence, a déclaré que les précautions appropriées étaient déjà en place. Par exemple, a-t-il déclaré, l'obligation pour les vaccinés de rester en place pendant 15 minutes après avoir reçu le vaccin a permis de traiter la femme rapidement.

«Je ne pense pas que cela signifie que nous devrions suspendre» la distribution des vaccins, a-t-il déclaré. Pas du tout. Mais il a estimé que les chercheurs devaient déterminer «quel composant du vaccin est à l'origine de cette réaction».

Des millions d'Américains devraient recevoir le vaccin Pfizer d'ici à la fin de l'année.

Le Dr Offit a déclaré que dans les deux vac-

cins, les bulles sont recouvertes d'une molécule stabilisante appelée polyéthylène glycol qu'il considérait comme un « concurrent majeur » pour déclencher une réaction allergique. Il a souligné qu'une enquête plus approfondie était nécessaire. L'essai de Pfizer n'a révélé aucun effet indésirable grave causé par le vaccin, bien que de nombreux participants aient éprouvé des douleurs, de la fièvre et d'autres effets secondaires. On a supposé que les réactions d'Alaska étaient liées au vaccin parce qu'elles se sont produites rapidement après l'injection.

Après que deux employés britanniques soient également tombés malades, les autorités ont mis en garde contre l'administration des vaccins à toute personne ayant des antécédents de réactions allergiques graves. Ils ont par la suite clarifié leurs préoccupations, changeant le libellé de « réactions allergiques graves » pour préciser que le vaccin ne devrait pas être administré à quiconque a déjà eu une réaction anaphylactique à un aliment, un médicament ou un vaccin. Ce type de réaction à un vaccin est « très rare », ont-ils souligné.

SUR LE MÊME SUJET PANDEMIÉ Coronavirus : tout savoir sur le calendrier de vaccination

Les responsables de Pfizer ont déclaré que les deux Britanniques qui avaient eu une réaction avaient des antécédents d'allergies graves. L'une, une femme de 49 ans, avait des antécédents d'allergies aux œufs. L'autre, une femme de 40 ans, avait des antécédents d'allergies à plusieurs médicaments.

Pfizer a déclaré que son vaccin ne contenait pas d'ingrédients aux œufs.

Aux États-Unis, les prestataires de soins de santé ont été avertis de ne pas donner le vaccin à toute personne ayant « des antécédents connus de réaction allergique grave » à l'un des composants du vaccin, ce qui, selon eux, était un avertissement standard pour les vaccins.

Source : I bou Sy

En Chine : La page du Covid-19 semble d'ores et déjà tournée



(Au port de Qingdao (Shandong), en Chine, le 13 septembre. STR / AFP)

Au contraire des États-Unis ou des grandes économies européennes, le pays évitera l'écueil de la récession cette année.

Quel symbole privilégier ? L'introduction en Bourse, à Hongkong, de la division santé du géant du commerce en ligne JD. com, mardi 8 décembre, une opération qui devrait rapporter 3,5 milliards de dollars et illustrer l'opportunité que la crise due au Covid-19 représente pour la tech chinoise ? L'annonce par Pékin, vendredi 4 décembre, d'un nouveau record dans la vitesse de calcul offerte par l'informatique quantique ? Jiuzhang, c'est le nom de l'ordinateur, peut, paraît-il, calculer en deux cents secondes une opération qui aurait pris 600 millions d'années à un superordinateur « classique ». Le retour sur Terre, ce week-end, de la mission Chang'e 5, qui a permis à la Chine de planter le drapeau rouge aux cinq étoiles jaunes sur la Lune ? Ou encore le raccordement au réseau électrique, le 27 novembre, de Hualong One, le premier réacteur chinois nucléaire de troisième génération à eau pressurisée, marquant, selon son constructeur, CNNC, « la fin du monopole étranger sur le nucléaire » ?

Un feu d'artifice

En cette fin d'année 2020, la Chine multiplie les annonces spectaculaires : de l'éradication de la pauvreté en zone rurale à la conquête spatiale, en passant par le lancement de la première monnaie digitale nationale. Autant d'initiatives destinées à montrer « la supériorité du système socialiste aux caractéristiques chinoises », mais qui indiquent surtout qu'un an après l'apparition du Covid-19 le pays est clairement dans une phase « post-épidémie », alors que l'Occident n'en voit toujours pas la fin.

Après 4,9 % – en rythme annuel – au troisième trimestre, la Chine devrait afficher une croissance supérieure à 5 % au quatrième trimestre, lui permettant de réaliser sur l'année une croissance comprise entre 2 % et 2,5 %. Nettement moins que les années précédentes, mais bien plus que les 19 autres membres du G20 qui pourraient, tous, connaître une récession cette année. Certains économistes prévoient même une croissance chinoise de 8 % à 9 % en 2021. Un vrai feu d'artifice.

Source : Le Monde

Football : Zidane proclame Karim Benzema meilleur attaquant de l'histoire du football français !

Auteur d'un doublé contre l'Athletic (3-1), Karim Benzema est partout à la une en Espagne. L'attaquant français est encensé par les observateurs et, évidemment, son coach Zinedine Zidane.

Le Real Madrid ne peut décidément pas se passer de lui. Alors qu'il traversait une grosse zone de turbulences, avec un Zinedine Zidane en danger, le club merengue vient d'enchaîner une série de 4 succès de rang toutes compétitions confondues. Avec 4 réalisations au compteur pour un certain Karim Benzema (32 ans). Après un doublé contre le Borussia Mönchengladbach (2-0, 6e journée de Ligue des Champions), l'attaquant français s'est offert deux nouveaux buts face à l'Athletic ce mardi soir (3-1).

Évidemment, l'ancien Lyonnais est partout à la une de l'autre côté des Pyrénées. «Benzema

est le leader», avance As. Même son de cloche pour Marca : «avec Benzema à la baguette», tandis qu'en Catalogne, on souligne la prestation de l'international tricolore au cœur d'une prestation «grise» du Real. Zinedine Zidane, lui, n'est pas avare en compliments. «Pour moi, Karim est le meilleur, parce que, sans jouer un grand match ce soir (mardi), il a marqué deux buts. Il est toujours là. C'est ça les grands joueurs», a-t-il lâché au sortir de la rencontre avant d'insister.

Les mots forts de Zidane

«Pour moi, il est le meilleur attaquant de l'histoire du football français, il le montre, il est au Real Madrid depuis très longtemps. Plus de 500 matches, tous ses buts, son palmarès, ce qu'il a fait parle pour lui. Pour moi, il est le meilleur, c'est très clair. (...) C'est un joueur mûr. Ce n'est pas un attaquant de pointe pur, il ne pense pas qu'au but. C'est pour ça que je l'adore, il n'est pas obsédé. Il sait jouer avec les autres, s'il doit faire la passe, il la fait », a-t-il poursuivi. Des mots forts pour quelqu'un qui a côtoyé Thierry Henry, David Trezeguet et tant d'autres...

Le natif de Bron, reconnaissant, met lui le travail en lumière. «Tout est question de travail aux entraînements. (...) C'est bien pour moi et pour l'équipe», a-t-il déclaré après le match. En pleine forme, il s'est même permis une passe du dos alors qu'il était entouré de joueurs basques. «C'est une action... Je vois le football comme ça. Je le fais si c'est nécessaire. Je ne peux pas dire que je le travaille», a-t-il conclu. Instinct et travail, Karim Benzema met tout le monde à ses pieds ces dernières semaines à Madrid.

Source : Footmercato





Bélier (21 mars - 19 avril)

Mieux que personne, vous savez apaiser l'ambiance. Votre autorité rassure vos collaborateurs. Votre chef pourrait vous convoquer pour une évolution. Peu à peu, vous avancez vers un poste idéal. Mais des étapes sont encore utiles pour être épanoui.

Économiser est nécessaire. Uranus en Taureau vous donne des journées intenses. Vous faites des dépenses pour compenser. Ces frais peuvent concerner différentes choses. Des articles pour votre voiture et l'habitation vous plaisent. Fixez une limite.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Très déterminé, rien ne pourra vous détourner de vos objectifs professionnels. Ce serait plutôt un bon point, sauf que vous n'en ferez qu'à votre tête et que vous n'écoutez pas vos collègues qui vous reprocheront de ne pas tenir compte de leurs avis.

Saturne l'économe et Pluton l'intransigeant surveilleront votre gestion. À vous d'être rigoureux, car ils auront l'œil et traqueront les failles, sans concession. Ils seront aussi de bons conseils en vous suggérant de placer convenablement votre argent.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Les astres vous soutiennent professionnellement. Si vous vous lancez dans une nouvelle réalisation, même chose, vous êtes épaulé. Vous pourriez obtenir une aide financière pour finaliser un projet. C'est un bon départ qui s'avère positif pour la suite.

Des mouvements financiers sur vos comptes vous feront sûrement penser que votre situation bancaire ne va pas si mal que cela, même après la période des fêtes. Restez prudent, car le temps d'un instant, une dépense imprévue va venir vous faire douter.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous risquez de vous exprimer de façon incorrecte au travail. Le carré Mercure/Uranus amène contradiction et refus de la discussion ! Prudence, car vos collègues ne sont pas habitués à vos sautes d'humeur, restez dans le contrôle, vous pourriez les décevoir.

Une vigilance s'impose aujourd'hui concernant votre argent. Vous risquez, de par le carré Vénus/Mars, de faire des dépenses inconsidérées pendant cette journée. Essayez, dans la mesure du possible, d'épargner votre porte-monnaie de votre mauvaise humeur !



Lion (22 juillet - 23 août)

L'activité professionnelle vous fatigue. Le stress et l'attente de résultats entraînent des difficultés. L'ambiance devient pesante. Les collègues qui étaient vos amis, deviennent vos rivaux. Il est préférable de garder vos distances avec un collaborateur.

Les frais ne sont plus ce qu'ils étaient. Vous devez revoir votre façon de dépenser. L'argent doit d'abord passer par des charges. Les achats liés aux gadgets sont mis de côté. Vous devez freiner aussi sur les délicates attentions qui font plaisir.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous serez amené à vous exprimer dans votre sphère professionnelle et vous aurez intérêt à mettre sérieusement au point vos arguments. Votre sens analytique jouera en votre faveur et vous donnera quelques bons points pour être écouté attentivement.

On vous présentera une proposition qui ne correspondra pas du tout à vos attentes. Vous aurez donc tout intérêt à la refuser. En cherchant activement, vous pourriez tout à fait rebondir sur une autre opportunité, qui vous sera bien plus profitable.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Des changements s'annoncent dans le travail, il semblerait que vous ne soyez pas prêt à les recevoir. Vous n'êtes pas dans un bon état d'esprit, du coup vous avez du mal à vous concentrer sur le professionnel. Faites une pause de 24 heures.

Les astres vous recommandent de faire attention à vos dépenses. Votre budget n'est pas aussi stable que vous le pensez, même si vous essayez de vous persuader du contraire. Faire un effort est la meilleure décision que vous pouvez prendre actuellement.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Votre nervosité et votre impulsivité vous jouent des tours au travail. Vous ne supportez ni autorité ni obligations, aujourd'hui ! En plus, vous vous sentez découragé et avez l'impression que tout se ligue contre vous, l'impuissance vous envahit.

De la prudence vous est demandée, car le carré Mars/Vénus peut vous pousser à faire des dépenses excessives. Votre nervosité d'aujourd'hui risque de se décharger sur votre porte-monnaie ! Essayez d'éviter d'en arriver là, vous pourriez le regretter.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous guidez facilement vos collaborateurs dans l'activité. Les tâches peuvent se faire dans de nouveaux bureaux. Du remue-ménage arrive dans votre service. Il faut s'adapter rapidement ! Une formation est possible. Elle devrait apporter des bagages.

Vous êtes raisonnable quand cela est nécessaire. En ce moment, vous commencez à réaliser des économies. Il faut faire attention aux coups de cœur. Des gadgets, sacs et accessoires pour les voyages, vous attirent ! Dépensez en payant en plusieurs fois.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous vous fiez à votre intuition pour prendre la bonne direction. Votre charisme, mélange subtil de bienveillance et de fermeté vous ouvrira des portes. Dans le travail, ces deux qualités vous permettront de gagner la confiance de votre hiérarchie.

Focus sur vos finances avec un Soleil pris en sandwich entre Pluton et Mercure. Vous devrez être attentif aux dépenses inutiles. En affaire, rien ne sera gagné non plus et malgré vos efforts, une négociation risquera de piétiner ou être dans une impasse.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous recevez le soutien tant attendu côté professionnel. Il était temps ! Cependant, vous êtes face à un choix important, avec pour possibilité de faire évoluer un projet ou celle de prendre une direction opposée. Il n'y a que vous pour décider.

Réduire les coûts surtout après la période des fêtes vous aidera à faire des économies. Des petits gains provenant d'activités occasionnelles vous permettent de gagner des bonus, c'est l'occasion de ne pas toucher à votre salaire.



Poisson (19 février - 21 mars)

Mars étant mal aspecté aujourd'hui, les relations au travail sont compliquées. Vous êtes de mauvaise humeur, nerveux et même susceptible, ce qui n'arrange rien. Toutes les mauvaises conditions sont réunies pour vous gâcher votre journée professionnelle !

Soyez vigilant aujourd'hui, car le carré Vénus/Mars risque de vous amener également des perturbations dans vos finances. Effectivement, vous pourriez faire des dépenses inconsidérées et même parfois excessives, la prudence s'impose dans ce domaine.

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous